Downloaded from: justpaste.it/15lsd

contrepoints.org

Pourquoi lire un programme politique ne sert à rien

Suivre cet auteur.

Une fois les élections passées, rares seront les promesses tenues. Parce que les politiques ont bien plus intérêt à mentir qu'à « parler vrai », mieux vaut donc consacrer son temps libre à la pêche ou au tir sportif qu'à écouter leurs boniments.

Par Frédéric Mas.

Je voudrais montrer ici que ce n'est pas par malice que le politicien professionnel ment sur la possibilité de réalisation de son programme, mais qu'il s'agit plutôt d'un effet nécessaire et structurel de la séparation de la temporalité politique propre au scrutin majoritaire en deux moments distincts, celui de la conquête du pouvoir et celui de son exercice. Le premier moment demande de convaincre le plus d'électeurs possible, tandis que le second suppose la rétribution des membres de la coalition électorale gagnante en fonction des biens disponibles. Ces biens, qu'ils soient matériels et déclinables en termes d'avantages fiscaux, juridiques, de position ou de financement, ou en termes moraux et symboliques, n'existent que par l'exploitation des individus qui constituent la société civile. En effet, comme la politique par elle-même ne produit rien, son existence dépend de la captation des ressources qu'elle prélève au sein de la société civile. De ce fait, les transferts qu'elle met en place se font toujours à la fois au bénéfice d'une classe d'individus et au détriment d'une autre ponctionnée.

Conquérir le pouvoir

L'homme politique en démocratie a tout intérêt à convaincre et mobiliser le plus d'électeurs possible afin d'être porté au pouvoir. C'est pour cette raison qu'il va multiplier les appels du pied aux coalitions, groupes d'intérêts et autres factions qui fourmillent au sein de la société civile. En proposant des avantages à une multitude de petits groupes fortement identifiés et mobilisables au détriment du plus grand groupe qu'est la majorité de la population, le politicien maximise ses chances d'être élu.

Pourquoi s'adresse-t-il en priorité à une multitude de petits groupes motivés plutôt qu'à la majorité des électeurs prise comme un tout ? La réponse, assez simple, nous est fournie par Mancur Olson. Plus une coalition d'intérêts est large, moins les individus qui la forment ont intérêt à s'y investir : le bénéfice individuel espéré en intégrant le collectif décroît en fonction du nombre d'individus qui la rejoignent. Inversement, plus le groupe est petit, plus

l'investissement individuel paraît rentable parce que limitant les comportements improductifs. En politique, ça se traduit comme il suit : le politique en s'adressant à la majorité prise comme un tout diminue ses chances de mobiliser l'électeur même en promettant la lune là où une segmentation intelligente de son marché électoral (retraités, fonctionnaires, industriels, etc.) augmente ses chances d'accéder aux magistratures suprêmes.

Constituer une majorité devient donc pour le politicien l'art de « coaliser les coalitions » en leur promettant à toutes des cadeaux électoraux (ou des biens politiques).

Exercer le pouvoir

Seulement, après la campagne électorale, ça se complique. D'un côté, il y a les vaincus, qui ne peuvent espérer aucun bénéfice, mais qui doivent au contraire s'attendre à supporter le coût matériel, moral et symbolique des avantages attribués aux groupes d'intérêts gagnants, et de l'autre, les vainqueurs, qui vont désormais s'astreindre à rétribuer les affidés en essorant le plus de perdants possible.

En effet, pour augmenter les bénéfices des différents individus coalisés pour gagner, la « coalition de coalitions » a tout intérêt de se réduire au minimum syndical. En limitant le nombre de personnes à rétribuer, elle augmente mécaniquement la part individuelle de bénéfices de chacun de ses membres, puisque dans le même geste, elle augmente le volume de la coalition perdante qui va servir de vache à lait.

Ajoutons à cela que les biens recherchés par les coalitions en compétition au moment de l'élection sont relativement rares pour beaucoup de prétendants. Il y a forcément beaucoup moins de biens politiques disponibles que de coalitions à rétribuer, ce qui accroît à la fois la compétition au sein même de la coalition gagnante pour les obtenir et la valeur respective desdits biens.

Bavard pendant la campagne, avare pendant son mandat

Ainsi, le politicien en campagne promet au plus possible de coalitions d'intérêts et de collaborateurs et s'empresse de revenir sur ses promesses une fois le poste convoité obtenu afin de maximiser sa fonction d'utilité. Bien entendu, on peut imaginer que nos politiciens nationaux ne raisonnent pas en ces termes, et que contrairement aux autres professions, l'altruisme et le sens du devoir priment sur l'ambition et l'appât du gain au pays enchanté de la politique.

Aussi bizarre que cela puisse paraître, c'est le genre de pari que la plupart de nos concitoyens prennent chaque fois qu'ils se déplacent aux urnes. Aussi bizarre que cela puisse paraître, j'en suis venu à penser qu'il est plus raisonnable de croire aux licornes et aux fantômes.